





Entrevista

MOUTAPHA SALL

Les équipes de recherche ont permis de montrer que ces pierres, tas de déchets, lieux mystiques, cimetières hantés (dans la perception populaire) sont de véritables bibliothèques au-delà des actuelles représentations idéologiques.



Moustapha Sall

Les équipes de recherche ont permis de montrer que ces pierres, tas de déchets, lieux mystiques, cimetières hantés (dans la perception populaire) sont de véritables bibliothèques au-delà des actuelles représentations idéologiques.

Entrevista conduzida por Luiz Oosterbek

Dezembro de 2015

Professeur à l'Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal). Moustapha est Docteur en Histoire de l'Art et Archéologie et dirige des recherches en Afrique de l'Ouest depuis 1996. Avec une vaste bibliographie, aussi en ethnoarchéologie, il est Président de la Commission Scientifique International de l'UISPP pour l'Archéologie de l'Holocène en Afrique Sub-Saharienne, Secrétaire Général Adjoint de l'Association Ouest africaine d'Archéologie, membre du Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), de l'Association Panafricaine de Préhistoire et Disciplines Assimilées (PANAF), de la Société d'Archéologues Africanistes (SAFA) et du WAC, mais aussi Secrétaire Général Adjoint du Syndicat Autonome de l'Enseignement Supérieur au Sénégal (SAES).

Luiz Oosterbek (LO): Comment voyez-vous l'évolution de la recherche en Afrique sub-saharienne après le 13^{ème} congrès Panafricain d'Archéologie, tenu au Sénégal?

Moustapha Sall (MS): La recherche archéologique en Afrique sub-saharienne a beaucoup évolué et ce bien avant la tenue en 2010 du congrès Panafricain d'Archéologie à Dakar. Un bref rappel montre que l'histoire de l'archéologie en Afrique de l'Ouest fut d'abord celle des colonisateurs européens. C'est dans ce cadre que l'Institut Français d'Afrique Noire (IFAN) fut créé en août 1936. Implanté à Dakar, cet Institut Fédéral avait des antennes dans toute l'Afrique de l'Ouest Française (AOF): à Saint-Louis, Abidjan (actuelle Côte d'Ivoire), Bamako (actuel Mali), Cotonou (actuel Bénin), Niamey (actuel Niger), Ouagadougou (actuel Burkina Faso), des centres associés à Douala (actuel Cameroun) et Lomé (Togo) et une base à Atar (Mauritanie). L'Institut devint un véritable point focal de la recherche (dépôts obligatoires de tous les matériaux dé-

couverts). Ces ambitions se traduisirent par les campagnes mais aussi par la création de bulletins et revues (Bulletin de l'Association des Etudes du quaternaire (ASEQUA), série de bulletins de l'IFAN et des Notes Africaines) qui permettaient de publier toutes les découvertes et surtout de valoriser les sites. Intégré à l'université de Dakar en 1960, l'IFAN devient Institut Fondamental d'Afrique Noire. Après les indépendances, notamment dans les années 70-80, les premières équipes de recherches professionnelles furent montées par les mêmes étrangers, suivis de nationaux, dans le cadre de leur cursus académique individuel, avec un intérêt porté sur les sites paléolithiques, néolithiques et protohistoriques.

Bien que ces recherches aient pu contribuer à découvrir des sites, force est de constater que l'approche académique de l'archéologie accordait peu d'intérêts aux questions de sociétés. Enseignée à de rares étudiants, cette discipline se singularisait, par exemple, par son isolement et mutisme dans les débats de l'époque (origines et identités égyptiennes de certaines populations subsahariennes).

Cet intérêt portant sur les liens entre vestiges archéologiques et populations trouva un début d'informations à partir des années 1970. Cependant, depuis la deuxième moitié des années 80, des avancées sont notées tant sur le plan de la méthodologie que de l'interprétation. En plus d'une approche classique, le recours gradué à d'autres méthodes (ethnographie, histoire) ont permis de mieux étudier des sites notamment ceux de l'âge du fer et historiques.

Le congrès Panafricain d'Archéologie et la SAFA (Society of Africanist Archaeologist) se sont tenus en 2010 à Dakar dans cette dynamique. La participation de plusieurs chercheurs africains, et particulièrement la diversité des approches, ont contribué à redynamiser l'intérêt des étudiants à s'orienter vers l'archéologie. En effet, si au début l'orientation méthodologique (études des sites préhistoriques sans référence aux questions de sociétés) n'intéressait pas beaucoup d'étudiants (moins d'une quinzaine par année au Sénégal), force est de constater que les résultats issus des approches novatrices tels que la génétique, l'environnement, l'archéologie sous-marine, préventive et la prise en compte des rapports entre archéologie-patrimoine et développement et autres, présentés lors de ces rencontres ont séduit nombre d'apprenants. Ainsi cette science jugée, à l'origine, trop compliquée et chère pour les étudiants est devenue attrayante avec de nouvelles ouvertures sur des questions de développement (management du patrimoine). Cette évolution dans les approches lui ont permis d'attirer des générations d'étudiants sénégalais et africains séduites par cette discipline innovante dans sa 'scienticité' (proche des sciences exactes et transversale entre la géologie, la chimie, la géographie, l'anthropologie, etc.) et qui offre une nouvelle méthodologie (sortie et travail de terrain, contacts avec des objets). C'est ainsi que depuis 2010, au Sénégal, les contingents d'étudiants se chiffrent par centaines (de 100 en 2010, les effectifs d'étudiants spécialisés en archéologie sont passés à 300 en 2014).

LO: Vous avez insisté, en plusieurs occasions, sur l'importance de l'archéologie pour la connaissance de l'Afrique. Croyez-vous que cette importance produit déjà des résultats et est reconnue par les sociétés africaines ?

MS: L'archéologie rencontre toujours des problèmes en Afrique. Ceux-ci sont d'ordre institutionnel et culturel. La première remarque est que la dynamique coloniale n'a pas survécu aux indépendances survenues dans les années 60. En effet, au Sénégal même si l'IFAN est resté un grand institut de recherche, la politique culturelle du pays, malgré le profil du premier Président Léopold Sédar Senghor, négligeait cette méthode (archéologie) de documentation de l'histoire culturelle du pays. Cette négligence se traduit un manque de protection juridique des sites archéologiques (sources principales des archéologues) qui sont systématiquement détruits par les pouvoirs publics (dans le cadre des aménagements) ou pillés par les populations. L'autre problème de l'archéologie est relatif à l'accès aux résultats des recherches. Le constat était que les populations des zones étudiées par des archéologues, voire même les étudiants des pays africains, n'avaient jamais accès aux résultats. Les matériaux trouvés et les interprétations qui en découlent restent dans le «Nord» et ne contribuaient pas à infirmer ou confirmer la bibliothèque arabe ou coloniale. En dépit de ces problèmes, depuis quelques années, la présence assez régulière des chercheurs africains et étudiants dans les équipes de recherche, avec une approche classique (prospections, fouilles, description, analyse et interprétation) et le recours gradué à d'autres méthodes (observations des comportements des populations actuelles, recueil des traditions villageoises et exploitation des documents écrits) dans l'étude de certains sites ont permis de montrer que ces pierres, tas de déchets, lieux mystiques, cimetières hantés (dans la perception populaire) sont de véritables bibliothèques à même de retracer l'histoire

de tout un chacun, au-delà des actuelles représentations idéologiques. Nos propres expériences dans les sites protohistoriques de la Vallée du Fleuve Sénégal, des mégalithes, des amas coquilliers et des sites historiques en Basse Casamance ont montré que les sociétés africaines s'intéressent de plus en plus aux résultats de l'archéologie et deviennent des collaboratrices en informant sur les découvertes de sites.

LO: Au sein de l'UISPP vous coordonnez une commission scientifique sur l'Environnement et les Sociétés africaines du néolithique à nos jours. Quels sont les buts principaux de cette commission?

MS: Cette commission est innovante dans sa composition et ses approches. Elle est composée de chercheurs africains officiant dans toutes les zones géographiques et politiques de l'Afrique. Elle devra permettre d'étudier l'Afrique comme un seul espace, d'en appréhender la diversité culturelle afin de mieux comprendre son passé à travers ce que les anciennes populations ont fait. Une telle commission permettra de mieux appréhender les interactions culturelles qui aideront à mieux identifier les édificateurs des sites archéologiques au-delà des actuelles frontières politiques, sans oublier leur rapport avec leur environnement depuis le début de la formation des sociétés (néolithique), leurs organisations politiques et contacts avec d'autres acteurs (arabes, européens). Cette commission a ainsi pour vocation d'être un espace d'échange entre chercheurs africains afin de mieux participer à la documentation mais aussi à la promotion et valorisation des patrimoines (naturel et culturel) africains.

LO: La participation des archéologues africains dans les congrès internationaux est relativement limitée. Comment croyez-vous que ce sera possible de dépasser cette réalité, en renforçant la visibilité de la recherche des chercheurs africains?

MS: Les archéologues africains rencontrent effectivement des difficultés pour faire la recherche et participer aux rencontres internationales. En effet, l'archéologie est une science très coûteuse et cela va de soi que les financements publics africains destinés aux universités sont insuffisants pour déjà couvrir les salaires et le fonctionnement. La part incongrue destinée à la recherche est orientée le plus souvent vers des secteurs dits stratégiques. Il s'y ajoute l'absence de culture de financement de la plupart des entreprises africaines. La seule possibilité vient des organismes (Fondations et autres) étrangères. Une fois ce premier obstacle franchi, la diffusion et la confrontation des résultats de la recherche sont les seconds soucis des archéologues africains. La participation à ces rencontres internationales pour beaucoup d'entre nous n'est rendue possible que par les organisateurs. Cependant, certaines Facultés (comme la mienne) sont en train de faire des efforts au niveau du financement de la recherche et de la participation aux rencontres internationales.

LO: Que diriez-vous aux jeunes chercheurs qui tiennent à poursuivre leurs efforts en Afrique mais se heurtent aux différentes difficultés?

MS: Je serai honnête en leur disant qu'en Afrique subsaharienne, les archéologues et l'archéologie sont diversement appréciés. En effet, le métier d'archéologue est resté bizarre. Pour certains ce chercheur est « un profanateur de tombes » et ne comprennent pas souvent qu'il puisse venir de l'Université (donc de la ville) et passer son temps à ramasser des objets anodins ou à creuser comme un maçon. Les quelques archéologues sénégalais (dix) racontent souvent leurs mésaventures (taxés de fous, bas niveau académique). Au niveau des pouvoirs publics africains, la recherche archéologique ne bénéficie pas de fonds de soutien car la priorité est accordée aux secteurs vitaux (santé, alimentation, etc.). Ce manque de soutien associé à la cherté des

recherches plombent encore la discipline. Cependant, avec l'orientation méthodologique tournée vers la recherche-Développement (patrimoine, tourisme culturel) et l'approche postmoderniste (nécessité de déconstruire et reconstruire l'histoire africaine), l'Afrique a besoin de plus d'ar-

chéologues. A titre d'exemple, le Sénégal ne dispose que de 10 archéologues alors que des milliers de sites archéologiques et historiques attendent impatiemment pour raconter la vraie histoire, les idéaux et comportements de nos ancêtres.